

Jeunesse, de quoi parle-t-on ?

Véronique BORDES

Depuis les années 50, la société française a subi de nombreuses mutations. Avec elle, la jeunesse s'est transformée. Les médias ont pris une place importante dans notre vie : la télévision a ouvert une fenêtre sur le monde et adopté un angle particulier, révélateur d'une réalité sans cesse mise en scène. Pour comprendre comment la jeunesse est perçue aujourd'hui, il faut d'abord la situer dans une perspective historique, associée à la mise en place et l'évolution de la politique de la ville et du développement des politiques d'accueil.

Si l'enfance est une invention récente apparue au XIX^{ème} siècle, le terme de « jeune » n'apparaît qu'aux alentours des années 50 avec des questions récurrentes sur ce qu'il est réellement, ce qu'il veut et comment régler l'ensemble des problèmes qu'il soulève. Après la seconde guerre mondiale, la jeunesse devient une catégorie sociale. Avec elle apparaît ce qui va devenir « la sociologie de la jeunesse » en France, laissant entrevoir des notions de « culture juvénile ». Le Centre d'études du Conseil français des mouvements de jeunesse dresse un état des lieux de la jeunesse française au début des années 50.

D'autres ouvrages vont suivre, traitant de la jeunesse et de sa « montée » avec l'émergence d'une « sociabilité juvénile » et d'une culture originale. Peu à peu, la jeunesse s'impose comme une catégorie sociale distincte de celle des adultes. Ce choc des cultures donne naissance, dans les milieux populaires au phénomène des « blousons noirs », tandis que les couches sociales moyennes et le milieu étudiant préparent une révolte qui éclatera en mai 1968.

Les années 1970 nous propulsent dans la société de consommation qui va contribuer à développer l'idée d'une nécessité de rester jeune éternellement, utilisant des mises en scène juvéniles pour vendre des biens de consommation.

Du côté des jeunes, la fin des idéologies révolutionnaires s'impose. On assiste à une montée de l'individualisme et à l'installation du conflit des générations. Dans les périphéries des grandes villes, la fin des années 70 voit le ton monter. La banlieue s'abîme, les immeubles se dégradent et les commerces de proximité ferment. On est loin de l'époque du prolétariat en lutte. La banlieue devient, pour certains espaces, un lieu où on parque une population hétéroclite dans des blocs de béton, loin du centre-ville. La presse commence à dénoncer une jeunesse, plus particulièrement maghrébine, qui réunirait tous les stigmates de la violence et d'un système mafieux. Commence alors à se construire une vision cataclysmique de la banlieue et de sa population.

Dans le même temps, la jeunesse subit le chômage sans espoir d'amélioration. La politique développée alors est de donner la priorité aux adultes, les jeunes ayant toute leur vie devant eux pour accéder au monde du travail. S'installe alors l'idée que la jeunesse doit être le temps de la formation, évitant ainsi de prendre la place des adultes sur le marché de l'emploi. Une circulaire du Premier Ministre dans le BO du 29 janvier 1975 explique que la période de ralentissement économique est l'occasion d'améliorer la formation professionnelle des jeunes demandeurs d'emplois, c'est la création des « stages jeunes » ou stages Granet du nom de leur auteur.

À ces stages s'ajoutent les « contrats emploi-formation » qui donnent une aide aux entreprises employant un jeune pendant six mois. L'essai est concluant et se prolonge avec la création de stages « formation-insertion » et de « formation-qualification ». La loi Legendre de juillet 1980, va jusqu'à étendre cette logique de stages jusqu'à l'ensemble des demandeurs d'emplois.

Côté sécurité, en juin 1980, le garde des Sceaux, Alain Peyrefitte fait voter une loi « Sécurité et liberté » qui a pour mission de globaliser la prévention et de stopper la dérive massive de la jeunesse loin de toutes « utopies éducatives », ce sont les « comités Peyrefitte ». On voit déjà se dessiner des problématiques autour de la jeunesse qui vont finalement peu changer : la jeunesse chômeuse, les jeunes issus de l'immigration, l'inquiétude et l'insécurité menaçante.

En 1981, un changement politique s'opère avec l'arrivée de la gauche au pouvoir puis la cohabitation en 1986. Pourtant, la France est plongée dans une crise économique qui entraîne un chômage et une précarité difficiles à stabiliser.

Les jeunes sont les premiers touchés et se retrouvent dans des systèmes constants de concurrence. C'est à cette époque que Bertrand Schwartz rédige un rapport à partir de 600 lettres et entretiens avec des acteurs de terrains impliqués dans l'emploi des jeunes. Il a pour but de mettre en place un dispositif liant la formation initiale et professionnelle chez les jeunes. Le résultat est mal compris par l'ensemble de la société. Les stages « Granet » rebaptisés stage « Rigoud » sont reconduits, accompagnés de stages d'insertion. En 1982, les premières missions locales pour l'emploi sont mises en place, cofinancées par les collectivités locales et l'Etat qui sera toujours moins investi financièrement.

De son côté, l'enseignement supérieur se massifie avec l'objectif d'amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat. La scolarité s'allonge et avec elle la période de la jeunesse. Les jeunes deviennent une catégorie qui intéresse les journalistes à l'affût des manifestations et les chercheurs qui leur consacrent de plus en plus d'ouvrages et de colloques. Les médias vont contribuer à la construction des représentations autour des jeunes des banlieues. Les téléspectateurs vont être transformés en témoin d'une certaine forme d'histoire. En mettant en image et en scène les jeunes de banlieue, les médias prennent la place d'une certaine parole publique, construisant un mythe que la société finit par intégrer comme réalité.

Dans les banlieues, la révolte gronde. Les cités dortoirs abandonnées par ceux qui peuvent se loger ailleurs, se dégradent de plus en plus. Les jeunes ont du mal à se retrouver dans une culture. C'est *la galère* pour une certaine jeunesse.

Les années 1980 voient la politique de la ville prendre forme alors que les banlieues s'enflamment, mettant en lumière une certaine jeunesse. Les émeutes éclatent avec l'arrivée de l'été ce qui se traduit dans la presse comme une relation de cause à effet. Plusieurs explications apparaissent. Certains estiment que les jeunes des banlieues sont faibles et enclins à la sauvagerie si on ne les soumet pas à un contrôle social fort. L'ordre doit être restauré par la force. D'autres estiment que le lien social s'est dissous, la communauté n'a plus de valeurs fondatrices. D'autres encore rejettent la faute sur les institutions qui ne jouent plus leur rôle de garantes de l'ordre public. Il faut renforcer la norme sociale et rétablir la loi et l'autorité. La gauche veut changer les choses. C'est en banlieue que va naître une nouvelle forme de mobilisation : le mouvement des jeunes immigrés décidé à montrer la volonté de toute une jeunesse de « prendre place ».

Les institutions locales, et notamment les municipalités, doivent désormais prendre en charge une jeunesse, qui, le plus souvent, est mal connue et fait peur. En mai 1982, l'Etat décide d'impliquer les maires dans la lutte contre la délinquance. Les municipalités doivent créer des projets locaux permettant de développer une cité plus solidaire et plus citoyenne. La jeunesse devient un enjeu de politique local, les interventions étant le plus souvent portées par une volonté de paix sociale. Les municipalités vont alors multiplier des politiques d'accueil en direction de la jeunesse, sous différentes formes et avec une mise à disposition de moyens différents selon les orientations politiques des élus.

Dans les années 90, la France connaît deux nouvelles cohabitations politiques. Le chômage et la précarité des jeunes sont toujours très forts alors que le sida s'étend. Les jeunes ont grandi dans une société multiculturelle et sont très attachés aux Droits de l'Homme. Ils ont aussi la volonté de devenir des acteurs sociaux. La jeunesse intéresse de plus en plus la société et les chercheurs. De nombreuses recherches sont menées analysant les us et les coutumes du *peuple adolescent*. Les années 90 sont aussi les années de médiatisation de la banlieue. Une image de violence s'affiche sur les téléviseurs des Français. De nouveau, les banlieues s'embrasent portant la jeunesse sur le devant de la scène publique. Un nouveau thème à sensation naît, stigmatisant encore plus les banlieues et les jeunes issus des minorités visibles. La jeunesse devient « dangereuse » pour certains acteurs politiques incapables d'entendre la détresse d'une génération. Un discours sécuritaire commence à s'installer, relayé par certains médias en mal de sensationnel. Un sentiment de peur est entretenu alors que parallèlement certaines formations politiques extrémistes renforcent leur présence sur la scène publique et politique. Les années 90 sont aussi marquées par l'échec de la marche des Beurs et le retrait de toute une génération de la vie politique. Comme nous l'explique Olivier Masclet, si jusqu'à présent, les élus communistes ont su entretenir un lien avec « la base », la disparition de la reconnaissance des militants des cités va creuser le fossé entre les élus et les enfants des immigrés.

De façon générale, la gauche au pouvoir a du mal à laisser une place aux jeunes, ce qui entraîne un désintérêt général pour la politique. Les « militants de cité » se voient proposer des postes de faire-valoir, leurs origines servant de caution aux élus de gauche. Ce renvoi aux catégories d'origines est certainement à la base du mépris quotidien rencontré par les enfants issus de l'immigration. Ce refus de représentation et de participation renvoie les jeunes aux images d'une banlieue violente. La gauche ne permet plus la promotion politique des classes populaires. Parallèlement à cette perte de reconnaissance politique, un autre sentiment s'est installé dans les cités, le sentiment religieux avec l'Islam. Et même si la pratique du radicalisme islamique reste minoritaire, un sentiment de peur se développe autour de représentations relayées par les médias. Chacun sait que la religion peut représenter un cadre protecteur pour des personnes habitées par un sentiment d'abandon et vivant dans la précarité. Pourtant, les jeunes glissant dans le radicalisme sont plus rares que ce que l'on veut nous faire croire. Dans les cités, l'Islam permet surtout de construire une identité collective, au même titre que le hip hop permet aux jeunes de se retrouver autour d'une pratique. Il faut remarquer que le plus souvent, l'Islam et la culture hip hop sont les deux seules pratiques collectives qui restent dans les cités.

L'automne 2005 est, de nouveau, le théâtre d'événements dans les banlieues. Alors que le gouvernement en place développe une dérive vers un « tout-sécuritaire » construit sur des effets d'annonce et visant particulièrement la jeunesse, certains provoquent par des apparitions stratégiques, en prenant à partie des habitants, un sentiment d'insécurité plus grand, justifiant des actions répressives en direction de la jeunesse française.

Cette politique amène la population à avoir peur de sa jeunesse. L'embrasement des banlieues depuis les années 1980 est une preuve de l'échec de la politique sociale en banlieue, mais aussi de façon plus générale, en direction de la jeunesse. La discrimination, qu'elle soit ethnique, géographique ou générationnelle sous-tend le mal être qui s'exprime depuis plus de vingt ans dans nos banlieues.

Les revendications juvéniles de la nécessité d'un changement politique ne se manifestent pas seulement dans les banlieues. Au printemps 2006, la crise du CPE a jeté dans la rue des jeunes étudiants rejoints ensuite par des lycéens et plus timidement par des lycéens de lycées professionnels. Ce refus bruyant de la précarité nous montre combien la jeunesse peut être actrice de la société.

La différence d'interprétation de ces deux événements, banlieue et CPE, montre comment certains acteurs politiques, relayés par certains médias, participent de la mise en place de représentations de peur autour de la jeunesse. Si la jeunesse des banlieues est montrée comme « dangereuse », brûlant des voitures et mettant en péril la sécurité du territoire, la jeunesse du CPE est présentée comme « en danger » car manipulée par des groupes obscurs. Pourtant, dans les deux cas, les événements sont la possibilité d'une reprise de parole plus ou moins violente. Brûler des voitures n'est pas une fin en soi, mais reste, souvent, le dernier moyen pour être vu et exister. Il devient donc urgent de se donner les moyens d'entendre « les » jeunes. Certains le font déjà, malgré le manque de moyens.

Apprendre à connaître sa jeunesse permet d'éviter les constructions simplistes autour d'une jeunesse qui fait peur. Car enfin, une certaine forme de participation politique de la jeunesse existe, lorsque toutefois, les adultes acceptent de leur donner un espace. On voit apparaître, dans certaines communes, des conseils de jeunes qui permettent à la fois une nouvelle forme de participation, mais aussi une reprise de position politique de la jeunesse. Lorsque les adultes acceptent d'entendre la jeunesse, alors la collaboration peut être riche pour la municipalité, permettant un accès des jeunes aux fonctionnements municipaux et politiques. Au travers de cette participation, les jeunes trouvent une place. Ils peuvent enfin être reconnus comme jeunes français, voulant participer aux fonctionnements de la société en apportant une connaissance de la ville, qui échappe souvent aux adultes.

Pour comprendre la jeunesse aujourd'hui, il faut aussi, s'interroger sur ses modes de socialisation. Si la socialisation primaire relève de l'apprentissage d'un code de bonne conduite pour pouvoir vivre au sein de la société, la socialisation secondaire se construit jour après jour dans l'échange entre pairs, mais aussi dans l'échange intergénérationnel, quand celui-ci est possible. Pourtant, souvent les pères ne sont plus en capacité de transmettre leur culture, la précarité les maintenant dans une position d'exclus face à leurs enfants. Autrefois, les sociologues pensaient qu'une fois entrée dans l'âge adulte, la socialisation était terminée. Aujourd'hui, la socialisation est perçue comme un processus qui nous accompagne tout au long de notre vie, nous permettant de nous adapter aux « sous-mondes » que nous rencontrons à tout moment. Les processus de socialisation sont importants à connaître car ils permettent à la jeunesse, en s'inscrivant dans des pratiques particulières, d'entrer dans des savoirs et des savoir-faire auxquels ils ne peuvent accéder par transmission intergénérationnelle. Ils permettent aussi de construire une culture juvénile faite à partir de la culture d'origine des parents et de la culture du pays où ils sont nés, mais où ils ont du mal à se faire reconnaître. Ces processus de socialisation, en constante évolution, doivent pouvoir être repérés par les institutions locales et leurs acteurs afin d'accompagner au mieux une jeunesse qui fait trop souvent peur par manque de connaissance et de compréhension.

Mais connaître la jeunesse implique aussi de s'interroger sur les représentations qui l'entourent et qui sont, le plus souvent, négatives. En prenant conscience de l'influence des médias sur nos avis, de la façon dont la jeunesse est traitée au quotidien, des discours qui se construisent autour d'une jeunesse qui serait dangereuse pour les autres mais aussi pour elle-même, une mise à distance s'impose pour pouvoir aborder une analyse de la situation de la jeunesse. Celle-ci doit nous permettre de comprendre comment les politiques de la jeunesse sont construites, le plus souvent a priori, en direction d'un groupe d'âge repéré. Enfin, pour connaître la jeunesse, il faut comprendre ses modes de fonctionnement, au-delà des processus de socialisation. Le plus souvent, pour pouvoir apparaître comme groupe social, la jeunesse se met en scène au travers de conflits qui sont trop souvent perçus comme négatifs. Pourtant, quand le conflit éclate, c'est un indicateur de l'existence d'un premier échange et d'une construction qui peut devenir commune.

On comprend comment, au fil des ans, la jeunesse est devenue un enjeu politique, prenant place sur la scène publique par l'intermédiaire d'actions relayées, voir amplifiées, par les médias. Le temps des équipements de quartier destinés aux temps des loisirs est révolu. Les acteurs de terrain doivent se mobiliser sur de nouvelles problématiques comme l'insertion ou le malaise social. La jeunesse n'est plus un tout global et homogène, chaque lieu a ses particularités, chaque histoire nécessite une aide appropriée. Les interventions envers la jeunesse s'adaptent aux besoins. On voit alors apparaître des politiques locales se développant différemment selon les lieux, les volontés et les moyens de chacun.

Finalement, on assiste à l'apparition de cultures multiples que les publicitaires savent repérer et utiliser dans des mises en scènes de la jeunesse qui contribuent à la construction d'images fausser de la jeunesse et de la société. Les jeunes des périphéries urbaines révèlent de nouvelles relations à l'espace en élaborant des règles différentes et en créant des espaces de transition culturelle. Cette occupation de l'espace public se traduit par une circulation qui crée des croisements et des évitements entre différents groupes. C'est dans ces espaces que se créent de nouvelles cultures juvéniles, en évolution constante, permettant la naissance de liens, d'échanges et de socialisations entre pairs. Progressivement, la jeunesse est passée d'un modèle de « l'identification » fondée sur l'héritage, associée à la figure du père, à un modèle de « l'expérimentation » où cette identité se construit au gré des expériences sociales.

La jeunesse habitant la périphérie des grandes villes, souvent issue de l'immigration et appartenant au milieu populaire n'est pas « toute » la jeunesse, mais elle contribue à la construction de représentations autour de ce que peut être la jeunesse. Elle reste la cible privilégiée de l'action publique, celle qui fait peur, celle à qui on attribue tous les « maux » de la banlieue, celle qui semble étrangère et donc étrange. Ce qu'il importe d'interroger est le point de vue de cette jeunesse qui se dit capable de se positionner comme actrice de sa vie, voulant s'imposer comme une ressource sociale, comme une provocatrice de projets, souhaitant montrer jour après jour sa capacité à prendre place avec ou sans l'aide des institutions. Il n'existe pas « un » type de « jeune de banlieue », mais bien toute une typologie multiforme de cette jeunesse des périphéries des grandes villes, qui revendique de façons différentes, son envie de prendre place.

La jeunesse se retrouve, aujourd'hui, au sein de débats qui interrogent et exposent certains jeunes comme une menace, oubliant la ressource qu'ils peuvent représenter. En fait, ce que l'on attend d'eux correspond rarement à leurs pratiques effectives. Peut-être est-ce dû à la définition même de la jeunesse. Médecins et psychologues dans les années cinquante avaient le monopole du discours sur les jeunes. Ils définissaient alors la jeunesse par rapport à des transformations physiologiques et comme une période de maturation psychologique ou morale. Les fonctionnalistes rangeaient la jeunesse dans un rôle social, voire de renouvellement social, qui se situait plus dans une optique philosophique du « pourquoi des jeunes » plutôt qu'une approche sociologique qui serait « comment s'organise le déroulement des âges ».

En fait, il semble plus objectif de considérer la jeunesse au sein d'une définition sociale, s'appuyant sur la place qu'elle occupe dans la structure sociale, sur leur participation effective et spécifique aux rapports sociaux. Pourtant, cette place reste floue, mal définie et provisoire.

Aujourd'hui, la jeunesse ne peut plus être considérée comme un mot, mais doit pouvoir trouver sa place, avec l'aide des adultes, au sein de notre société.

Véronique BORDES